

## Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 6283**

### Intitulé

MASTER : MASTER Domaine : Droit Économie Gestion, Mention : Droit des Affaires, Spécialité : Droit du Transport Terrestre

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Université Paul Cézanne(Aix-en-Provence) Aix-Marseille III , Ministère chargé de l'enseignement supérieur	Président de l'université d'Aix-Marseille III, MINISTÈRE CHARGÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, Président de l'université de Marseille III, Recteur de l'académie

### Niveau et/ou domaine d'activité

**I (Nomenclature de 1969)**

**7 (Nomenclature Europe)**

**Convention(s) :**

**Code(s) NSF :**

128 Droit, sciences politiques

**Formacode(s) :**

### Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

Ce professionnel est un spécialiste du droit du transport terrestre il :

- Conseille l'entreprise liée à l'activité du transport terrestre (Ferroviaire, routier, fluvial), quant à la négociation et la rédaction des contrats avec les différents acteurs de la chaîne du transport
- Conseille l'entreprise sur la réglementation sociale des transporteurs (durée effective du travail en transport routier, savoir appliquer la réglementation des temps de conduite et de repos,?)
- Élabore les procédures que les différents agents de la chaîne transport devront s'appliquer à respecter afin de se conformer aux prescriptions légales et contractuelles du droit du transport terrestre
- Traite le contentieux quand intervient un litige, détermine, selon les règles de délimitation de responsabilité, aux vues des éléments qui lui sont fournis la responsabilité des acteurs, négocie à l'amiable ou engage les actions en vue de la réparation du dommage
- Instruit un dossier de gestion de sinistre

Ce professionnel maîtrise le droit international, communautaire et interne du droit routier, fluvial et ferroviaire. IL est le garant de ces règles dans la rédaction de contrats liant les différents acteurs du transport terrestre. Il maîtrise les règles de sécurité et de sûreté dans les différents modes de transport des voyageurs et des marchandises. Il contrôle et permet l'application de ces règles dans l'entreprise de transport, dans laquelle il travaille. Il maîtrise les dispositions en matière d'assurance transport lui permettant d'instruire et de suivre un dossier de gestion de sinistres Il a des connaissances en droit du transport maritime, aérien et multimodal nécessaires à la compréhension des situations et litiges ; une marchandise empruntant souvent plusieurs modes de transport. Il maîtrise la réglementation concernant le droit social applicable aux transporteurs routiers, de manière à contrôler son application dans l'entreprise de transport Le diplômé maîtrise les règles liées aux ventes internationales (Application de la convention de Vienne, incoterms, liners terms, calculs de temps de planche, de chargement?) en vue de déterminer les coûts et les meilleurs schémas de transports entre l'affrètement et lignes régulières.

### Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

Entreprises de transports de marchandises et de voyageurs ferroviaires, fluviales, routier Auxiliaires de transport, Assurances, Barreau, Expertise, Gestion des risques transport, Grande distribution, Voyageurs.

Directeur juridique des entreprises de transports Juristes, rédacteurs des compagnies d'assurances maritimes

Avocats sous réserve de l'obtention du CAPA

Experts transport

Chargé d'études documentaires du Ministère de l'Écologie, du Développement et de l'aménagement durables (sur concours)

### Codes des fiches ROME les plus proches :

K1903 : Défense et conseil juridique

C1103 : Courtage en assurances

C1109 : Rédaction et gestion en assurances

### Modalités d'accès à cette certification

#### Descriptif des composantes de la certification :

La durée du parcours du Master est de deux années soit 4 semestres. Elle est structurée en 10 unités d'enseignement (UE) pour un volume horaire de 660 heures (360 heures en M1 (dont 288 h d'enseignement juridique, 48 h de TD sur les matières juridiques et 24 heures de langue étrangère sous forme de TD et 300 heures d'enseignements en M2, hors stage

Semestre -1 : 30 crédits

UE1 ? l'étudiant choisit 2 matières assorties de TD parmi les suivantes (12 crédits) : Comptabilité générale, droit de la concurrence, droit

des contrats d'affaires, Fiscalité de l'entreprise I.

UE 2 ? L'étudiant choisit 6 matières, exceptées celles sélectionnées en TD, parmi les suivantes (18 crédits) : Comptabilité générale, Contentieux privé international, Contrats spéciaux du travail, Droit aérien, Droit bancaire et boursier, droit de la concurrence, Droit de la consommation et du crédit, Droit de la propriété littéraire et artistique, Droit de l'environnement, Droit des associations, Droit des assurances, Droit des contrats d'affaires, Droit des instruments de paiement, Droit et science, Droit fiscal international et européen, Droit international privé, Droit public et privé des biens, Fiscalité de l'entreprise I, Grands principes de droit processuel, Histoire des obligations, Politique de santé dans l'entreprise, Principes des contrats spéciaux publics et privés, Sécurité sociale et protection sociale.

Semestre - 2 : 30 crédits

UE 3 ? L'étudiant choisit 2 matières assorties de TD parmi les suivantes (12 crédits) : Droit des entreprises en difficulté, Droit du commerce international, Fiscalité de l'entreprise II, Principes d'analyse comptable et financière.

UE 4 ? L'étudiant choisit 2 matières, exceptées celles sélectionnées en TD, parmi les suivantes (6 crédits) : Contentieux social, Droit comparé et européen des obligations, Droit de la propriété industrielle, Droit des contrats publics, Droit des entreprises en difficulté, Droit des nouvelles technologies, Droit du commerce international, Droit économique du sport, Droit fiscal comparé, Droit maritime, Droit pénal des affaires, Droit public économique, Droit rural et des groupements agricoles, Economie de l'entreprise et des relations de travail, Fiscalité de l'entreprise II, Principes d'analyse comptable et financière.

UE 5 ? Tutorat (6 crédits) : rapport de stage ou rapport de recherche.

UE 6 ? L'étudiant choisit une langue parmi les 4 suivantes (6 crédits) : anglais, allemand, espagnol, italien.

Lors des deux premiers semestres, l'étudiant acquiert des pré-requis nécessaires à l'accès à la spécialité Droit du Transport terrestre

Liste des pré-requis : Droit aérien, droit de la concurrence, Droit des assurances, Droit des contrats d'affaires, Droit international privé, Droit du commerce international, Droit maritime

Les étudiants doivent choisir au moins 3 de ces matières pour remplir les conditions attachées aux pré requis nécessaires à l'accès au diplôme

Semestre - 3 (30 crédits)

UE 1 : 18 crédits ? Activités des entreprises de transport terrestre Cours : Transport ferroviaire ? Droit interne ; Transport ferroviaire ? Droit communautaire et international ; Transport routier ? Droit interne ; Transport routier ? Droit communautaire international ; Transport fluvial ; Assurances transport

UE 2 : 6 crédits ? Le transport terrestre dans le monde des transports Droit du Transport maritime, transport aérien, transport multimodal

UE 3 : 6 crédits ? Environnement du Transport terrestre Ventes internationales (Convention de Vienne et Incoterms), Géographie et économie du transport terrestre ; Droit social du transport terrestre ; Droit pénal du transport terrestre ; Pratique du Transport terrestre

Semestre - 4 (30 crédits)

UE 4 : 30 crédits ? Professionnalisation Mémoire, Stage de 3 mois (mémoire et stage)

## CERTIFICATION

Semestres 1 et 2

La validation des semestres 1 et 2 (30 crédits chacun) se fait soit par l'obtention et la capitalisation de chacune des UE qui le compose, soit par compensation entre les UE qui le compose, soit par compensation entre les UE du semestre

L'année d'étude est validée (60 crédits) soit par l'obtention et la validation de chacun des semestres qui la composent, soit par compensation entre les S1 et S2 du M1. Il n'y a pas de note éliminatoire

Semestre 3 et 4

La certification s'obtient de la manière suivante :

UE 1 : 1 épreuve écrite de 5 heures,

UE 2 : 1 épreuve orale en droit du transport aérien et 1 épreuve orale en droit du transport maritime

UE 3 : Contrôle continu portant sur 2 matières tirées au sort parmi les modules composant l'UE3,

UE 4: Soutenance du mémoire et rapport de stage

Un semestre d'études (30 crédits) est validé soit par l'obtention et la capitalisation de chacune des unités d'enseignement qui le composent soit par compensation entre les unités du semestre. Une année d'études est validée (60 crédits) par compensation entre les deux semestres qui la composent. Le bénéfice des composantes acquises est illimité. A l'issue de cette formation, le candidat a validé 120 crédits qui s'ajoutent aux 180 crédits de la licence, soit au total 300 crédits européens.

Validité des composantes acquises : illimitée

### Validité des composantes acquises : non prévue

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	QUINON	COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X	Jury composé de 50% d'enseignants et 50% de professionnels
En contrat d'apprentissage	X	
Après un parcours de formation continue	X	Jury composé de 50% d'enseignants et 50% de professionnels
En contrat de professionnalisation	X	

Par candidature individuelle	X	Jury composé de 50% d'enseignants et 50% de professionnels
Par expérience dispositif VAE	X	Jury composé de 50% d'enseignants et 50% de professionnels

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

#### LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS

#### ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX

#### Base légale

##### Référence du décret général :

Arrêté du 25 avril 2002 publié au JO du 27 avril 2002

##### Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

Arrêté du 21 octobre 2008 ref :2004-0204

##### Référence du décret et/ou arrêté VAE :

Code de l'éducation article L 613- 3

##### Références autres :

#### Pour plus d'informations

##### Statistiques :

Création dans le domaine Droit Economie Gestion Anciennement Master domaine Droit avec les statistiques suivantes

2005-2006(année de création):6 admis,1 H - 5 F

2006-2007 : 11 admis, 4 hommes - 7 femmes,

2007-2008 : 8 admis, 1 homme, 7 femmes

##### Autres sources d'information :

<http://www.univ-cezanne.fr/>, <http://www.validationdesacquis.univ-cezanne.fr/> , [poip.aix@univ-cezanne.fr](mailto:poip.aix@univ-cezanne.fr)

##### Lieu(x) de certification :

Aix en Provence

##### Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

Faculté de Droit et de Science politique d'Aix-Marseille III ? 3, Avenue robert Schuman ? 13628 Aix-en-Provence cedex 1

##### Historique de la certification :